

09/03/2012



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE SUR LES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT DE L'UNRWA

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. Filippo Grandi, a appelé, ce matin, à une implication croissante des pays émergents dans le financement de l'Office, confronté à des problèmes budgétaires.

L'UNRWA recherche en effet 75 millions de dollars pour boucler un budget 2012 estimé à 600 millions de dollars, a expliqué M. Grandi, lors d'une conférence de presse au Siège des Nations Unies, à New York.

M. Grandi a espéré que l'influence croissante des pays émergents, notamment du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), sur la scène internationale permettrait à l'UNRWA de faire face à ses missions, surtout dans le domaine de l'éducation et de la santé.

« Nous espérons que le soutien croissant du Brésil et d'autres pays émergents à nos activités deviendra à l'avenir prévisible et permanent », a insisté M. Grandi, en rappelant que l'UNRWA assurait la scolarisation de 500 000 enfants dans 700 écoles réparties au Moyen-Orient et la santé de 5 millions de Palestiniens.

Parce que le conflit israélo-palestinien dépasse les enjeux régionaux et nécessite une réponse mondiale en faveur des 5 millions de réfugiés palestiniens dont l'UNRWA a la charge, M. Grandi a jugé indispensable d'élargir la base de donateurs réguliers -Europe, Amérique du Nord, Japon et Australie- pour faire face à ses besoins croissants.

Le Chef de l'UNRWA a particulièrement salué le Brésil, qui a fait un don significatif en 2011, confirmé en 2012 par une contribution de 7,5 millions de dollars pour les opérations à Gaza. Il s'est aussi félicité du fait que l'Inde soit devenue un donateur régulier ces dernières années et que les pays arabes aient augmenté leurs contributions, notamment l'Arabie saoudite, devenue troisième contributeur de l'UNRWA en 2011.

Il a également fait état des soutiens apportés à la reconstruction de logements à Gaza, où plus d'un million des 1,6 million d'habitants ont un statut de réfugiés.

M. Grandi a considéré que le blocus était illégal au regard du droit international et qu'il devait être levé, d'autant qu'il est responsable d'une dépression économique et de problèmes humanitaires auxquels il devient de plus en plus difficile de faire face.

Il a rappelé que l'économie de la bande de Gaza ne s'appuyait que sur le trafic illégal par le biais de tunnels, des revenus des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et du personnel international.

Si le Gouvernement israélien a assoupli le blocus en 2010 pour permettre le passage de certains matériaux de construction, aucun nouveau programme de construction de l'UNRWA n'a été accepté par Israël depuis mi-2011, a regretté M. Grandi, en évoquant des besoins d'infrastructures immenses en matière de logements et d'écoles.

« Bien que nous comprenions la complexité de la situation politique et sécuritaire, nous ne pouvons accepter que la question humanitaire soit l'otage de la situation politique », a-t-il dit, en insistant sur le fait que « les gens ont droit à un logement et les enfants à des écoles, quelle que soit la situation politique ».

S'agissant de la situation au Liban, il a regretté que la succession de crises politiques ait empêché la mise en œuvre d'amendements adoptés par le Parlement en 2010 pour élargir la possibilité offerte aux réfugiés palestiniens de travailler au Liban.

Sans une telle évolution, les conditions des réfugiés palestiniens au Liban continueront d'être très difficiles pour dépendre essentiellement de l'assistance humanitaire, a-t-il dit. Élargir les droits économiques et sociaux des réfugiés palestiniens au Liban ne porte pas préjudice à leurs droits de réfugiés, a-t-il assuré.

Concernant la situation des 500 000 réfugiés palestiniens installés en Syrie, il a appelé toutes les parties au conflit à respecter leur neutralité. Il a indiqué que le personnel de l'UNRWA en Syrie était composé de 3 000 Palestiniens et d'une poignée d'agents internationaux. Aucune information ne fait état de déplacements transfrontaliers ou internes de réfugiés palestiniens, a-t-il précisé. Bien que des opérations aient été suspendues en raison des troubles, tout est mis en œuvre pour que les réfugiés palestiniens bénéficient de toute l'assistance nécessaire, a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, il a expliqué les retards de la reconstruction du camp de 30 000 réfugiés palestiniens détruit au Liban en 2007 par un manque de financement, seuls 150 millions de dollars ayant été peçus sur les 300 millions nécessaires.

La question des réfugiés doit être traitée indépendamment de la question de l'État palestinien, a-t-il déclaré, en ajoutant que l'UNRWA organiserait, la semaine prochaine à Bruxelles, avec le soutien de l'Union européenne, une conférence sur les « Jeunes réfugiés palestiniens ». Il a souligné la nécessité de mettre l'accent sur les droits civils et politiques d'une population de jeunes réfugiés de 15 à 29 ans qui représenteront 1,5 million d'individus en 2020.

Enfin, le Commissaire général a précisé que les livres utilisés dans les écoles de l'UNRWA contenaient des programmes réalisés par les services de l'éducation de l'Autorité palestinienne, ces mêmes livres étant d'ailleurs utilisés par les autorités israéliennes dans les écoles de Jérusalem-Est. Il a ajouté, à titre d'illustration, que l'approche de la parité entre les sexes dans les livres scolaires de l'UNRWA était en conformité avec les plus hautes normes de l'ONU sur ce sujet.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel